

Le trône de Benoît Lutgen ne vacille pas. Pas encore

■ Pas de fronde en interne pour le moment, malgré des sondages au plus bas et une base militante à remobiliser.

Samedi 28 avril 2012. Benoît Lutgen, qui a accédé à la présidence du CDH huit mois plus tôt, réussit une jolie démonstration de force. Il réunit quelque 1 723 militants au Wex de Marche-en-Famenne pour le lancement de la campagne électorale en vue du scrutin communal d'octobre. Il réussit là son test de popularité en interne et revêt véritablement son costume de patron des humanistes.

Samedi 9 septembre 2017. Le CDH remplace sa Fête des familles, traditionnel meeting de rentrée, par un Festival des projets, à Bruxelles. 600 personnes font le déplacement, selon la version officielle. En réalité, c'est sans doute moitié moins. L'envie n'y est plus. Le contexte a complètement changé. Benoît Lutgen est devenu un personnage central de l'arène politique. Il a mené deux combats électoraux (2012 et 2014) avec des résultats mi-figue, mi-raisin. Et depuis trois ans, les mauvais sondages se succèdent. Enfin, il y a eu cet appel lancé le 19 juin dernier à renvoyer le PS dans l'opposition. Appel entendu en Wallonie où une majorité MR-CDH a vu le jour, mais resté vain en Communauté française et à Bruxelles où le CDH gouverne toujours avec les socialistes. Bilan estival mitigé, donc. Ponctué par la publication d'un sondage catastrophique, vendredi.

Si M. Lutgen sort affaibli de la séquence politique initiée le 19 juin, son trône, toutefois, ne vacille pas. Pas encore. *"Le seul qui a la légitimité pour lui contester sa place, c'est Maxime Prévot (bourgmestre de Namur), mais ce n'est pas le bon moment pour lui et il faut voir s'il en a l'envie"*, glisse un "insider". En plus, il est sur la même longueur d'onde politique que son président.

Benoît Lutgen aime le rappeler, c'est tout le bureau du parti qui l'a soutenu dans sa volonté d'écarter le PS

du pouvoir. Certains, néanmoins, estiment qu'il n'y a pas eu de débat. Parmi eux : l'ancienne ministre et présidente du CDH, Joëlle Milquet.

Elle a plusieurs fois exprimé en interne, encore lors du bureau de la semaine dernière, son mécontentement quant à la décision de M. Lutgen. *"Elle l'a votée au bureau politique le 19 juin et confirmée le 26 juin"*, commentait à ce propos le Bastognard, jeudi dernier, dans le cadre d'un long entretien accordé à "La Libre". *"Moi, je suis toujours heureux des décisions que je prends, donc je suis certain qu'elle en est heureuse aussi..."*

La grogne du CDH bruxellois

Si le CDH wallon est globalement uni derrière son président, ce n'est pas le cas du CDH bruxellois, certains parlant même de "rupture". Ce n'est pas la décision de principe (mettre le PS dans l'opposition) qu'ils reprochent à Benoît Lutgen, mais sa méthode, son im-

préparation, le fait d'avoir débranché la prise du gouvernement sans s'assurer que Défi jouait dans la même pièce. Une partie d'entre eux pensent même qu'il ne connaît pas bien la réalité politique de leur région et qu'il n'agit que par le prisme wallon. Un centriste bruxellois nuance toutefois : *"Si notre voix n'est plus entendue en interne, c'est aussi à cause de nous. C'est le résultat de cinq ans de divisions entre nos leaders, Joëlle Milquet, Céline Fremault (ministre bruxelloise) et Benoît*

Si le CDH wallon est uni derrière son président, ce n'est pas le cas du CDH bruxellois.

Cerexhe (chef de groupe au parlement régional)."

Lundi, le bureau fut *"très calme"*, selon un participant. On a parlé pacte d'excellence, tronc commun, allocations familiales. Le sondage de vendredi n'a pas suscité de grands débats. Les humanistes s'attendaient à de piètres résultats. Ce qui les inquiète davantage, c'est la démobilisation des militants constatée samedi. *"Beaucoup sont dégoûtés. Le nom CDH n'est plus porteur."* Une preuve : en 2018, la ministre de l'Éducation, Marie-Martine Schyns, mènera la campagne électorale dans sa commune de Herve, non pas à la tête d'une liste CDH, mais d'une liste "Ensemble Pour Herve".

Antoine Clevers